


NICOLAS DOT-POUILLARD

La Mosaique éclatée

Une histoire du mouvement
national palestinien (1993-2016)

Études Palestiniennes

 Institut des
Études Palestiniennes

Sindbad
ACTES SUD

*À mon épouse, Salam Nasreddine,
et à une histoire d'amour franco-libanaise,
que la Palestine réunit également.*

INTRODUCTION

LES ACCORDS D'OSLO : LE MOUVEMENT NATIONAL PALESTINIEN DIVISÉ

Les accords d'Oslo sont signés le 13 septembre 1993 par le président de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP)¹, Yasser Arafat, et par le Premier ministre israélien, Yitzhak Rabin². Le parvis de la Maison-Blanche, à Washington, est l'avant-scène, et la Norvège, les coulisses : pendant plusieurs mois, à Oslo, des négociateurs israéliens et palestiniens ont discuté, secrètement, les termes d'une Déclaration de principes entre Israël et l'OLP. Composée de dix-sept articles et de quatre annexes, elle prévoit notamment la mise en place d'une Autorité palestinienne intérimaire autonome, pour une période transitoire de cinq ans,

1. Voir le glossaire des organisations et institutions politiques à la fin de cet ouvrage.

2. Yasser Arafat (1929-2004) est né au Caire. Fondateur du Fatah en 1959, il devient président de l'OLP en 1969. Élu président de l'ANP en 1996, il décède à Clamart, en France. Yitzhak Rabin (1922-1995) est originaire de Jérusalem. Il a été un des principaux dirigeants du Parti travailliste israélien, et Premier ministre de 1974 à 1977, puis de 1992 à 1995. Il meurt assassiné par un extrémiste de droite israélien.

et mentionne un premier retrait israélien de la bande de Gaza et de la région de Jéricho, en Cisjordanie. L'heure de la "reconnaissance mutuelle¹" a sonné. L'exil palestinien prend fin : Yasser Arafat fait une entrée triomphale à Gaza en juillet 1994. Mise en place progressive d'une Autorité nationale palestinienne (ANP), signature à Paris d'un protocole économique entre Israël et l'OLP en avril 1994, tenue d'élections législatives et présidentielles palestiniennes en janvier 1996 : l'État palestinien semble en puissance.

Il y a l'espoir, et il y a l'illusion. Les accords d'Oslo n'ouvrent pas sur des lendemains qui chantent, ni sur une paix promise : au contraire, ils consacrent la division d'un mouvement national palestinien encore porté, cinq ans auparavant, par le souffle populaire de la première Intifada (soulèvement), en décembre 1987. Car les Palestiniens ne s'entendent pas sur l'accord conclu. Il y a la géographie européenne et américaine du processus de paix, entre Washington et Oslo. Mais il y a aussi une géographie arabe contestatrice : à Damas, l'Alliance des forces palestiniennes (AFP, Al-Tahâluf) s'oppose au processus de négociations israélo-palestiniennes. En septembre 1993, alors que Yasser Arafat et Mahmoud Abbas², membre du comité exécutif de l'OLP, s'envolent pour les États-Unis, dix organisations palestiniennes se réunissent dans le camp de réfugiés de

1. Le 9 septembre 1993, Yasser Arafat et Yitzhak Rabin échangent deux lettres de "reconnaissance mutuelle" entre l'OLP et Israël. Yasser Arafat s'engage également, dans une lettre adressée le même jour au ministre des Affaires étrangères norvégien, Jollan Joergen Holst, à renoncer "à la violence et au terrorisme".

2. Mahmoud Abbas est né en 1935 à Safad. Membre du comité exécutif de l'OLP depuis 1980, il est élu président de l'ANP en 2005.

Yarmouk¹, au sud-est de la capitale syrienne. Islamistes du Mouvement de la résistance islamique (Hamas) et du Mouvement du jihad islamique en Palestine (MJIP), marxistes du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) et du Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP), nationalistes arabes, baathistes de la Saïqa, jusqu'aux partisans de Ahmad Jibril² et de Khaled Abdel Majid³, affidés du régime syrien⁴ : sans couleur idéologique précise, allant des laïcs aux islamistes, l'AFP critique violemment les accords d'Oslo, crie à la trahison, appelle à la lutte armée et à la continuation de l'Intifada.

Elle n'est pas la seule : d'anciens négociateurs palestiniens de la conférence de Madrid⁵, en 1991, pourtant attachés au principe de deux États israélien et palestinien

1. Le camp de réfugiés palestiniens de Yarmouk est construit à la fin des années 1940 dans une région agricole du Sud-Est de Damas, la Ghouta orientale. Jusqu'en 2012, il regroupait près de 150 000 personnes. Avec la crise syrienne, le camp s'est vidé de ses habitants, après un siège de l'armée syrienne et une série de combats entre factions armées. Il existe dix camps de réfugiés palestiniens en Syrie.

2. Ahmad Jibril est né en 1928 près de Jaffa. Ancien capitaine dans l'armée syrienne, il fonde en novembre 1968 le FPLP-CG, dont il est encore aujourd'hui secrétaire général.

3. Khaled Abdel Majid est basé à Damas. Il est le porte-parole de l'AFP, et le leader d'une tendance dissidente du Front de lutte populaire palestinien (FLPP).

4. Les dix forces constitutives de l'AFP, valant également à ce regroupement le nom d'"Alliance des dix", en 1993, sont le Front populaire pour la libération de la Palestine - Commandement général (FPLP-CG), le Fatah-Intifada, la Saïqa, le Front de lutte populaire palestinien (FLPP, tendance Khaled Abdel Majid), le Hamas, le Front de libération palestinien (FLP), le Parti communiste palestinien révolutionnaire (PCPR), le Mouvement du jihad islamique en Palestine (MJIP), le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) et le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP).

5. La conférence de Madrid s'est ouverte en octobre 1991, sous l'égide des États-Unis et de l'Union soviétique. Des négociateurs israéliens et arabes

côte à côte, ne cesseront de dénoncer, au fil des années, le contenu des accords d'Oslo I et d'Oslo II¹: le sort des réfugiés palestiniens et le statut de Jérusalem sont renvoyés à des négociations ultérieures, les Territoires demeurent bien occupés, la souveraineté palestinienne ne s'exerce, concrètement, que sur des portions limitées de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Surtout, nul frein n'est mis à la colonisation extensive des Territoires. Le Fatah suit majoritairement Yasser Arafat dans sa course aux négociations : mais certains cadres du mouvement accusent son Conseil révolutionnaire d'avoir accepté un accord de reddition. Yasser Arafat réussit néanmoins à obtenir le soutien de la majorité du comité exécutif de l'OLP. Le Parti du peuple palestinien (PPP, l'ancien parti communiste), l'Union palestinienne démocratique (Fida) de Yasser Abed Rabbo², ou des nationalistes du Front de lutte populaire palestinien (FLPP) et du Front arabe palestinien (FAP) soutiennent le président de l'OLP dans sa démarche.

Le processus de paix a depuis longtemps échoué : Oslo ne marque pas, en réalité, le début d'une réconciliation israélo-palestinienne, mais bien plutôt celui d'une désunion d'un mouvement national palestinien qui n'a fait que s'amplifier depuis et est aujourd'hui plus que jamais divisé.

y assistent; en dépit de la présence de délégués palestiniens, l'OLP n'y était pas officiellement représentée.

1. Les accords d'Oslo II sont signés à Taba, en Égypte, en septembre 1995.

2. Yasser Abed Rabbo est né en 1937, à Haïfa. Ancien membre du FDLP, il fonde la Fida en 1991. Il la quitte en 2002. Il a exercé plusieurs fonctions politiques et ministérielles au sein de l'ANP. Il est opposé à Mahmoud Abbas, qui l'a renvoyé, en juillet 2015, de sa fonction de secrétaire du comité exécutif de l'OLP.

L'ANP, une fois installée dans les Territoires occupés, fait de la coopération sécuritaire avec Israël un principe : les arrestations de militants islamistes, opposés aux accords, se multiplient. Oslo, ce n'est pas la paix, mais l'entrée dans une nouvelle phase du conflit : le Jihad islamique et le Hamas n'abandonnent pas la lutte armée. Ils lancent leurs premiers "attentats-suicides" contre des civils israéliens à partir de février 1994 – après qu'un colon américano-israélien, Baruch Goldstein, eut tué vingt-neuf fidèles dans une mosquée d'Hébron. Le fossé politique entre islamistes et membres du Fatah devient de plus en plus profond : d'anciens officiers du mouvement de Yasser Arafat sont désormais responsables des services de sécurité palestiniens.

En septembre 2000, la seconde Intifada réconcilie, un court moment, les factions palestiniennes entre elles, alors que la droite israélienne du Likoud arrive au pouvoir quelques mois plus tard : du Hamas au Fatah, en passant par la gauche, tous soutiennent un soulèvement populaire né du désenchantement d'une jeunesse palestinienne pour laquelle les fruits d'Oslo sont amers. Le Fatah n'est pas en reste : sa branche armée, les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa (BMA), multiplie les attaques contre les colons et les soldats israéliens, mais aussi, à l'instar des islamistes, les "attentats-suicides" en Israël. La mort de Yasser Arafat, à Clamart, en novembre 2004, vient mettre un terme à cette unité de façade : l'Intifada s'essouffle, et Mahmoud Abbas reprend les rênes d'une OLP fantomatique, d'un Fatah à ses ordres, et d'une ANP fidèle à son credo d'origine : la poursuite de négociations moribondes. Fatah et Hamas, frères ennemis, s'entredéchirent à Gaza en juin

2007¹ : la bipolarisation du champ politique aboutit à une situation de guerre civile entre les deux mouvements. Neuf ans plus tard, ils sont à peine réconciliés, et ne cessent de se regarder en chiens de faïence, alors qu'une troisième Intifada s'annonce, sans qu'elle soit portée par les partis politiques palestiniens. D'année en année, les Palestiniens, sans ressources ni État, sont également devenus des acteurs toujours plus dépendants des contraintes extérieures, des puissances régionales et des intérêts divergents : toujours sommés de prendre parti, ils cherchent les faveurs de souverains antagonistes, de l'Iran à la Syrie en passant par les pays du Golfe. Leurs fractures n'en sont que plus accrues.

Cette crise du mouvement national palestinien ouverte en 1993 n'est pas nouvelle. Le paradigme de la division l'a souvent emporté par le passé. Le Fatah a déjà vécu des scissions douloureuses : ainsi de celles de Abu Saleh et de Abu Moussa², deux leaders de l'aile gauche du mouvement, et de la naissance du Fatah-Intifada, au début des années 1980, qui se rapproche des autorités syriennes. L'émergence d'un mouvement islamique ne date pas des accords d'Oslo : le Hamas se forme en même temps qu'éclate la

1. Suite aux victoires électorales du Hamas en 2005 et 2006, aux élections municipales comme législatives, les tensions montent entre le Fatah et le Hamas pour le contrôle des institutions de l'ANP. Elles culminent le 12 juin 2007, avec un coup de force militaire opéré par le Hamas dans la bande de Gaza.

2. Abu Saleh (1937-1992) est élu au comité central du Fatah en 1971. En 1975, il anime une tendance de gauche du Fatah, le Courant national démocratique. Abu Moussa (1927-2013) devient commandant en chef des forces palestiniennes au Sud-Liban en 1973. En 1983, il orchestre une scission de gauche du Fatah, et crée le Fatah-Intifada, qui se rapproche des autorités syriennes.

première Intifada, en décembre 1987, tandis que le Jihad islamique palestinien naît, progressivement, à la faveur de la dynamique initiée par la révolution iranienne de 1979. Certaines formations islamistes, certes très minoritaires, ont pu se rapprocher de Yasser Arafat au début des années 1990, comme le Jihad islamique – Bayt al-Maqdis du cheikh Al-Tamimi¹ (Alhaj, Dot-Pouillard et Rébillard, 2014).

L'éclatement de la gauche palestinienne ne débute pas non plus en 1993. Le PPP s'ancre dans une histoire liée à celle d'un communisme philo-soviétique. Le FPLP naît quant à lui dans les entrailles du Mouvement des nationalistes arabes (MNA), proche des idées d'un penseur syrien qui marqua aussi l'histoire intellectuelle libanaise : Constantin Zureik². Les différentes scissions de la gauche palestinienne datent de la fin des années 1960. Ainsi du Front démocratique de Nayef Hawatmeh³.

Et pourtant, en 1993, Oslo témoigne d'un tournant, et d'une crise nouvelle pour le mouvement national palestinien. L'accord avec Israël a divisé les Palestiniens comme jamais. Au point que, depuis le début des années 1990, c'est pratiquement cette appellation de mouvement national palestinien qui peut être sujet à questionnement. La crise

1. Le cheikh Assad Bayud al-Tamimi (1925-1998) est né à Hébron. Ancien membre du Parti de la libération islamique (PLI), il fait partie des fondateurs du Jihad islamique palestinien dans les années 1980. Il se rapproche de Yasser Arafat au début des années 1990, et fonde le Mouvement du jihad islamique – Bayt al-Maqdis.

2. Constantin Zureik (1909-2000) est un intellectuel nationaliste arabe originaire de Damas. Il a notamment enseigné à l'American University of Beirut (AUB).

3. Nayef Hawatmeh est né en 1935 sur la rive est du Jourdain. Il est le fondateur du FDLP, en 1969. Il en est encore aujourd'hui le secrétaire général.

ouverte par Oslo est paradoxale. L'OLP se rapatrie dans les Territoires occupés. Cependant, l'espoir d'une libération prochaine de la Palestine s'estompe d'autant plus que la proximité géographique avec Jérusalem se fait réelle.

Dans les années 1960 et 1970, l'espoir d'un retour en Palestine s'accompagnait d'une distance géographique avec les Territoires occupés. Mais les formations palestiniennes, certes divisées, avaient un point commun : elles s'inscrivaient dans une certaine séquence historique de décolonisation. Elles se trouvaient influencées par la geste révolutionnaire à l'œuvre au Vietnam, en Algérie, ou à Cuba. La Palestine se faisait internationalisée : personnage principal d'un roman de Jean Genet, Mahjoub Omar, né en Égypte en 1932, devient médecin dans le Front de libération nationale algérien (FLN), pour prendre par la suite le chemin de Amman et de Beyrouth. Il devient un important cadre militaire du Fatah (Genet, 1986, et Omar, 2002). Des filiations "pro-nassériennes", "pro-baathistes", "pro-irakiennes", "pro-syriennes", "pro-libyennes", à l'image des divisions prégnantes touchant le monde arabe, existent à l'époque, certes. Mais le mouvement national palestinien se faisait le miroir de dynamiques internationales : il reflétait, dans ses débats, dans ses divisions mêmes, un certain ordre du monde, entre modèles développementalistes et socialistes, émergence du tiers-monde, dynamiques "décoloniales" en Afrique et en Asie.

La séquence ouverte par les accords d'Oslo est différente. C'est une fin de partie. L'OLP s'installe en Cisjordanie et dans la bande de Gaza; maigre victoire, elle se retrouve marginalisée par une ANP qui joue, tout au long

des années 1990, la fiction d'un appareil étatique sans État (Salingue, 2014). Le contexte international n'a sans doute plus rien à voir avec celui des années 1960 et 1970. Les débuts de la guerre civile libanaise, en 1975, avaient été perçus par certains mouvements politiques palestiniens comme l'occasion unique de conjuguer révolutions arabes et révolution palestinienne (Al-Ghabra, 2012). Depuis le retrait palestinien de Beyrouth en 1982, cette histoire est caduque. Oslo consacre la fin d'un certain ordre du monde, au début des années 1990. La guerre entre l'Iran et l'Irak (1980-1988) est terminée. La guerre civile libanaise a pris fin, dans l'orbite de l'accord de Taëf d'octobre 1989¹. L'Union soviétique disparaît. La séquence Oslo s'ouvre dans une atmosphère générale de fin de l'histoire, et de crises des utopies politiques. Les messianismes révolutionnaires tiers-mondistes d'autrefois s'éteignent. La rhétorique anti-impérialiste du parti Baath syrien semble à l'époque d'autant plus décalée que le président syrien Hafez al-Assad prend parti pour les États-Unis dans leur conflit avec l'Irak de Saddam Hussein à partir de janvier 1991. Les deux Baath, irakien et syrien, n'ont pas seulement vécu leur scission (Kienle, 1991) : ils sont en guerre.

Il est souvent question, rétrospectivement, d'un "échec d'Oslo" : il est le fruit d'un rapport de force mondial qui ne peut, à l'époque, profiter aux Palestiniens, d'une politique israélienne de colonisation extensive, qui sera très active au cours des années 1990 et 2000, mais aussi de la difficulté,

1. L'accord de Taëf est signé en Arabie saoudite par les membres du Parlement libanais, mettant officiellement fin à la guerre civile libanaise, commencée en 1975.

pour un mouvement national palestinien de plus en plus éclaté, de s'unifier sur quelques perspectives stratégiques.

UN NATIONALISME EN FRAGMENTS

Le nationalisme anticolonial des Palestiniens n'a pas disparu. Mais, depuis les accords d'Oslo, c'est un nationalisme en fragments, abîmé. L'heure des bilans, en 2016, c'est aussi celle d'une "période historique peinte en grisaille" (Marx, 2007, p. 154-155). La crise du mouvement national palestinien est d'abord partisane et territoriale : le Fatah et le Hamas participent d'un approfondissement des divisions à l'œuvre entre la Cisjordanie et la bande de Gaza – en dépit d'un gouvernement d'entente nationale formé entre les deux mouvements en juin 2014, et qui n'a pas tenu plus d'un an¹. La méfiance entre les deux formations reste de mise : le souvenir des journées de l'été 2007 – les images de militants du Fatah et du Hamas s'affrontant par les armes dans les rues de Gaza, pour le contrôle d'une ANP aux prérogatives politiques limitées – pèse encore. Deux légitimités se font face : celle d'un Fatah qui a participé à la naissance d'un mouvement national palestinien dès 1959 (Rajoub, 2010) et celle d'un Hamas qui conjugue, depuis sa fondation en décembre 1987, revendications nationalistes et identité islamique (Zuwayri, 2012, p. 85-147).

1. Le 17 juin 2015, Mahmoud Abbas annonce, lors d'une réunion du Conseil révolutionnaire du Fatah, la dissolution immédiate du gouvernement d'entente nationale formé un an auparavant entre le Fatah et le Hamas. Néanmoins, en février 2016, le Fatah et le Hamas, réunis à Doha, au Qatar, s'entendent pour relancer la réconciliation entre eux.